

LA DEMANDE DE RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL N'A PU ÊTRE DÉPOSÉE À LA WILAYA D'ALGER

Belayat dénonce un «déli d'administration»

La demande d'autorisation de la session extraordinaire du Comité central n'a pu être déposée, hier, auprès des services de la Wilaya d'Alger en l'absence de fonctionnaires. Abderahmane Belayat annonce une nouvelle tentative pour aujourd'hui.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La Wilaya d'Alger aux abonnés absents. C'est la situation inédite à laquelle ont été confrontés, hier, les trois membres du Comité central désignés par le coordinateur du Bureau politique du FLN pour déposer la demande d'autorisation de la session extraordinaire de cette instance.

Kassa Aïssi, Cherrar Abdelkader et Boualem Djaffer n'ont trouvé aucun fonctionnaire habilité à effectuer cette procédure au niveau de la Direction de la réglementation et des affaires générales de la Wilaya d'Alger. «Nos représentants se sont présentés le matin auprès des services de la Drag. Ils ont attendu toute la journée mais personne ne les a reçus pour déposer le

dossier de la demande de réunion. Il n'y avait ni le chef de bureau ni même le secrétaire général de la Wilaya d'Alger», explique Abderahmane Belayat.

Le coordinateur du Bureau politique du Front de libération nationale dénonce un «déli d'administration et de service public». «C'est une situation très grave car nous sommes face à un déli d'administration et de service public. C'est aussi grave que le déli de justice car c'est un droit refusé. Mais je suis déterminé à tenir cette session du Comité central, comme prévu, les 13 et 14 février à l'hôtel Mazafran», souligne-t-il.

Une nouvelle tentative de dépôt de demande est donc prévue aujourd'hui. «Les trois représentants des membres du



Belayat déterminé à tenir la session du Comité central.

Comité central se présenteront mercredi aux services de la Drag en compagnie d'un huissier de justice afin de faire un constat de

situation. Les responsables de l'administration doivent prendre leurs responsabilités, cela est valable pour le wali d'Alger, le

ministre de l'Intérieur et le Premier ministre.» Pour l'heure, Abderahmane Belayat dit refuser de faire toute «lecture politique».

«Nous n'en sommes pas encore là, actuellement nous sommes confrontés à des difficultés d'ordre bureaucratique.» Durant la journée d'hier, les responsables de «l'aile officielle» du FLN avaient annoncé un rejet de la demande d'autorisation de la part de la Wilaya d'Alger.

C'est notamment le cas de Saïd Bouhadja, le porte-parole du parti. «Ils n'ont pas obtenu d'autorisation puisque la justice et l'administration ne reconnaissent que le secrétaire général Amar Saïdani. Il a obtenu l'attestation de confirmation et il est le représentant légal du FLN depuis le mois de septembre», assure-t-il. Des propos rejetés en bloc par Abderahmane Belayat qui les a qualifié d'«opération d'intoxication».

T. H.

Au siège du FLN, on le savait déjà !

Alors que le groupe Belayat attendait que les services de la wilaya d'Alger statuent sur sa demande pour l'organisation d'une réunion extraordinaire du CC du FLN, au siège du parti à Hydra, hier dans la matinée, un climat plutôt serein y régnait. «Ils ne l'auront pas», professe Saïd Bouhadja.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Il est 11h. Le bâtiment du FLN est moins peuplé que de coutume. A l'entrée, ça parle de paperasse, de renouvellement de dossiers et autres tâches administratives. A l'étage, des cadres du parti s'affairent à répondre aux doléances des uns et des autres, statuer sur des conflits, sinon accueillir quelques amis et connaissances qui viennent demander service. Au secré-

tariat général, c'est une ambiance ordinaire quoiqu'un peu tendue. Le boss, Amar Saïdani, n'est pas encore arrivé. Saïd Bouhadja, membre du Bureau politique du parti et chargé de la communication, feuillette les journaux dans son bureau.

Alors ils ont eu apparemment l'autorisation pour la réunion extraordinaire du Comité central ? Il feint un léger sourire, avant de répondre : «Ils n'ont même pas encore déposé la demande». Selon lui, ce qui a été rapporté dans la presse du jour, où Abderahmane Belayat affirme qu'il y a eu autorisation, «n'est ni plus ni moins qu'une action psychologique».

Il affirme qu'«aucune demande n'a été déposée la veille, et que le groupe de Belayat est en ce moment à la wilaya d'Alger pour faire la démarche». Amar Saïdani doit être perturbé. Saïd Bouhadja

hausse les épaules et balance : «Tout ce que je sais, c'est qu'il paraissait plutôt amusé lorsque l'information a commencé à circuler hier soir».

Il ajoute à ce propos : «Nous savons très bien qu'ils ne vont pas l'obtenir. Abderahmane Belayat n'a pas qualité pour convoquer le comité central.

La logique veut que la liste des deux tiers signataires soit adressée au SG du parti pour qu'il l'inspecte et ensuite, voir si les conditions sont réunies pour la faisabilité d'une réunion extraordinaire».

Cela d'ailleurs semble intriguer Saïd Bouhadja, qui ironise : «Abderahmane Belayat est pourtant un homme qui doit savoir comment se fait une telle procédure». Il est 12h30. Le sénateur et ancien ministre Djamel Ould Abbès, qui attend un Amar Saïdani n'arrivant toujours pas, quit-

te le secrétariat général et prend les escaliers de la sortie. C'est l'heure du déjeuner. Alors, il semble qu'il y a eu refus de la demande d'autorisation. Djamel Ould Abbès souligne à son tour : «Je ne sais pas si la wilaya d'Alger a statué ou pas encore sur cette demande, mais à mon avis ils n'auront pas d'autorisation car il y a vice de forme».

L'immeuble FLN se vide le temps de la pause-déjeuner, avant de reprendre du service vers 14h. Une demi-heure plus tard, Djamel Ould Abbès revient et les membres du Bureau politique, entre autres Moussa Benhamadi et Mohamed Alioui, commencent à arriver. Amar Saïdani n'est toujours pas là. Certains croient savoir qu'il ne viendra pas ce mardi.

M. M.

PRÉSIDENTIELLE

Rencontre de Benflis avec des députés, ce jeudi

Seconde sortie publique, ce jeudi, pour le candidat Ali Benflis depuis l'annonce de sa candidature à la présidentielle du 17 avril prochain. Après avoir rencontré, samedi dernier, ses responsables de campagne au niveau des wilayas du pays, l'ex-chef de gouvernement et ex-secrétaire général du FLN présidera, demain, une importante réunion qui le regroupera avec un grand nombre de parlementaires des deux Chambres.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ils seront, selon la cellule de communication de la direction de campagne du candidat, pas moins de 480 parlementaires dont 73 actuellement en exercice issus de 9 partis politiques au rendez-vous de ce conclave qui a tout l'air d'être une démonstration de force de Benflis quant à ses capacités de susciter de l'adhésion et du soutien parmi diverses franges sociales mais aussi au sein des institutions, notamment celles élues comme le Parlement avec ses deux Chambres.

Même si on tient à accompagner cette rencontre, qui se

déroulera à huis clos, du maximum de précautions surtout quant à l'identité de ces députés, notamment ceux en exercice, l'on croit savoir que ces derniers compteraient parmi les groupes des partis FLN, RND, Fadjr El Djadid de Bénbaïbèche, l'UFDS de Bahbouh, de ceux de la mouvance islamiste et même du FFS dont cinq seraient de la partie.

Cette rencontre sera l'occasion pour Benflis de décliner sa vision de la «chose» parlementaire, lui le partisan d'un Parlement fort, prémuni de toute pression de quelque nature qu'elle soit, avec la capacité de ren-

voyer l'exécutif. Tout le contraire de ce que «reflète» l'actuel Parlement dans ses deux compartiments que d'aucuns assimilent à de simples boîtes d'enregistrement tant jamais un projet de loi de l'exécutif n'a été sérieusement malmené alors qu'aucune proposition de loi ou d'initiative des groupes parlementaires de l'opposition n'a été retenu.

L'ex-chef de gouvernement est appelé à mettre du turbo dans sa campagne avec, dit-on auprès de sa cellule de communication, une accélération significative de ses sorties.

Après celle de ce jeudi, Benflis rencontrera, le surlendemain samedi, de nombreux activistes de la Toile, dont ceux qui animent sa campagne via le web.

Ceci avant qu'il ne se rende peu après à Béjaïa pour une rencontre avec son comité de campagne au niveau de la wilaya où l'on compterait bien d'anciens



Démonstration de force de Benflis.

cadres des plus en vue du FFS parmi lesquels l'ancien député et ex-directeur de campagne de Hocine Aït-Ahmed à l'occasion

de l'élection présidentielle d'avril 1999 ou encore l'ex-P/APW Hamid Ferhat.

M. K.